

Délibération n° 2019-04-03/6

Objet : Attribution de la subvention de fonctionnement au CCAS – Exercice 2019

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 3 AVRIL 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le trois avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 28 mars 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : B. Conte Arranz

Présents : J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek
C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers - P. Nivresse - O. Boudet
B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - C. Prost - S. Waselynck – I. Gianiel

Absents ayant voté par procuration : A. Conesa excusé pouvoir à F. Boyer ; A. Jamet excusé pouvoir à S. Waselynck.

Absents : G. Riguidel - A. Estève - B. Cosme

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique rapporte :

La commune a confié au Centre Communal d'Action Sociale, établissement public administratif, la gestion de ses compétences d'action sociale et notamment les actions en direction des personnes en difficulté, handicapées ou dépendantes.

Le CCAS intervient auprès des administrés par le biais de services d'aides, tels que notamment : l'aide sociale alimentaire, la constitution de dossiers auprès des organismes prestataires.

La commune procède parallèlement au vote du budget, à l'attribution de la subvention de fonctionnement au CCAS, pour un montant total de 40 000,00 €.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir approuver l'attribution de la subvention de fonctionnement 2019 au CCAS, telle que proposée ci-dessus et dire que les dépenses sont inscrites au chapitre 65 du budget primitif 2019 de la Commune.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité (26 voix pour).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 3 avril 2019
Le Maire
Jean-Pierre RICO

